

Le contexte

La mission économique belge en Chine est entrée dans le vif du sujet mardi. D'un côté, les exportations de la Belgique représentent plus de 85% de son PIB. De l'autre, la Chine exerce un totalitarisme qui bafoue les droits humains. Une telle délégation était-elle opportune?

Fallait-il envoyer une délégation en Chine ?

Oui



Bernard Gilliot
Président de la Fédération des entreprises de Belgique (FEB), actuellement en délégation en Chine

■ Une entreprise recherche la croissance. Et où est la croissance? Dans ce pays continent. N'oublions pas que l'économie belge dépend à 85% de ses exportations. Le débat sur les droits de l'homme doit être identifié, discuté, clarifié et réglé aux niveaux politiques belge et européen.

Fallait-il envoyer une délégation de haut niveau en Chine, ce pays qui bafoue les droits humains? Ce ne sont pas les entreprises qui déterminent la destination de ces délégations. La décision est prise au niveau du gouvernement fédéral. Le débat sur les droits de l'homme au regard de nos valeurs allusion est politique et est discuté dans des lieux adéquats appropriés. Si les entreprises ont fait le voyage ici, dans le cadre de la délégation actuelle, c'est dans un objectif de business et de développement de notre croissance économique. Comme vous le savez, l'économie belge dépend à 85% des exportations. Nous ne nous immisons pas dans ces discussions. Ce n'est pas nous qui faisons les lois ou plutôt les directives européennes puisque cela se joue à ce niveau.

Si une entreprise belge développe des relations fortes avec des entreprises chinoises où tout est contrôlé par l'État, n'est-ce pas accepter, voire soutenir, les exactions d'un régime totalitaire?

Non. Au niveau des entreprises, on considère que ce sujet doit être identifié, discuté, clarifié et réglé aux niveaux politiques belge et européen.

L'économique doit-il se préoccuper de la morale? Une entreprise recherche la croissance. Et où est la croissance? Dans ce pays qui est un continent. Je participe ici en Chine à un séminaire sur le fentanyl et à un autre sur le houblon. Ces sujets - vaccin, immunologie - qui sont dans le bien des gens, nous intéressent grandement. Comme la recherche dans des énergies et des productions plus vertes. Nous voulons y être associés.

Comme vous le suggérez, l'intelligence artificielle (IA) est un secteur clé et d'avenir. Que pensez-vous du système chinois de crédit social qui permet de contrôler le comportement politique et social ainsi que la solvabilité financière de chaque citoyen? Je n'ai pas d'avis. Concernant l'IA, je constate que les États-Unis investissent aussi de plus en plus. Il est nécessaire que l'Europe, la Belgique, nos Régions, nos universités le fassent aussi massivement en ce compris dans le débat sur les nouvelles tech-

nologies et la protection des données.

Des lois chinoises obligent toute entreprise, tout chercheur ou tout étudiant national à partager ses infos utiles avec ce régime liberticide. Accepter si facilement en Belgique l'implantation d'entreprises chinoises ou ce hub d'influence à la VUB et ULB n'est pas naïf et dangereux?

Que ce soit au niveau de la protection des données ou des barrières commerciales, l'Europe sait ce qu'elle doit faire. Et les autorités chinoises intègrent ces nouveaux cadres. Maintenant, je suis quelqu'un de pragmatique. Ce qui se met en place va sans doute prendre un certain temps. À nous de rester prudents et attentifs. Voici quelques décennies, on parlait du péril japonais. À commencer avec leurs voitures, ils allaient nous envahir. On a vu qu'en réalité, ils n'ont fait que du bien à notre industrie qui a dû intégrer de nouvelles technologies et est ainsi devenue plus compétitive.

Est-il vain le débat entre idéalisme et réalisme, entre droits de l'homme et réalpolitik? Ou utile? Des discussions ont lieu et les choses avancent dans le bon sens en prenant en compte l'être humain. Regardez comment la situation a évolué positivement en 20 ans. Ne fût-ce que par l'intégration du facteur climat. J'ai renoncé le ministre de l'Écologie qui me confirmait d'ailleurs cette priorité.

Entretien: T.B.

Droits de l'homme : responsabilité partagée entre entreprises et autorités locales

Selon Olivier Joris, responsable Affaires UE et internationales à la FEB, les entreprises belges sont pleinement conscientes de la responsabilité qui leur incombe en matière de respect des droits de l'homme et elles sont très actives en la matière. Dans une réflexion publiée sur lalibre.be, il souligne toutefois que l'amélioration des conditions de production dans les pays tiers doit être perçue comme une responsabilité partagée, qui requiert des efforts tant des entreprises que des autorités locales. Ainsi, il n'est pas acceptable que des autorités locales "ferment les yeux", voire se dédouant de toute responsabilité et tentent de faire supporter la totalité des efforts aux entreprises étrangères. Comment une entreprise peut-elle vérifier l'âge d'un travailleur si celui-ci ne dispose d'aucun document officiel relatif à sa date de naissance? Ou comment une entreprise - à fortiori une PME - peut-elle se porter garante de tous les acteurs impliqués dans une chaîne de production et de sous-traitance à différents niveaux, à plus forte raison si des pans entiers de celle-ci relèvent de l'économie parallèle et ne sont soumis à aucun contrôle par les autorités locales compétentes?



Wang Qishan, le vice-président chinois, serre la main de la princesse Astrid de Belgique, au premier jour de la mission économique belge en Chine, ce lundi.

Non



Vanessa Frangville
Titulaire de la chaire d'études chinoises à l'ULB et directrice du centre de recherche East.

■ Cette mission économique en Chine manque cruellement de transparence. Quels types de contrats vont être signés avec cette dictature? Ce qui est clair, c'est que la Belgique, en s'y rendant, cautionne les pratiques du régime totalitaire.

La Belgique devait-elle organiser une mission économique en Chine? On ne peut empêcher le gouvernement belge de mener à bien ses missions économiques. Mais en revanche, il faut qu'elles soient extrêmement bien structurées, bien pensées, bien préparées, et qu'elles s'accompagnent d'actions concrètes qui montrent que la Belgique garde en priorité un regard sur les droits humains. Or, ce n'est pas le cas pour l'instant. La Belgique tisse des relations économiques avec une dictature qui commet des violations contre les droits humains. Cela a encore été prouvé dimanche dernier avec des documents officiels chinois qui ont fuité et qui ont été publiés dans le *New York Times*.

Que reprochez-vous exactement à cette mission? Je la trouve bien secrète. Qui paie la facture d'un tel voyage? Dans quels domaines la Belgique va-t-elle signer d'éventuels partenariats économiques avec ce régime totalitaire? Est-ce en matière de technologie de surveillance? Je rappelle que la Chine a mis en place un système de surveillance basé sur la technologie de pointe, en créant une société complètement dystopique: c'est absolument effrayant. Serait-ce dans le cadre du commerce de mode, des textiles? Aujourd'hui, on sait que la production de coton en Occident vient très vraisemblablement de camps d'internement de Ouïgours, et donc d'esclavage et de travail forcé. Ou bien les contrats seraient-ils de nature militaire? Récemment, l'Allemagne a signé un contrat pour que l'armée allemande forme les militaires chinois. Est-ce que l'État belge va signer un contrat du même genre? Ce serait inquiétant. Il y a donc un manque criant de clarté et de transparence de la part de la Belgique et de la Chine sur les objectifs d'une telle mission. Or, quand on signe de tels contrats, on cautionne indirectement le non-respect des droits humains. Et un pays est complexe quand il fournit à la Chine, les

éléments nécessaires pour maintenir son système dictatorial.

La Belgique se méfierait-elle trop peu de la Chine? En ne lançant pas de relations commerciales avec la Chine, la Belgique aurait peut-être laissé sur le banc de l'innovation. Ce qui est complètement ridicule. Du coup, la Belgique y va à l'aventure, et décide de favoriser les partenariats économiques en laissant le respect des droits humains au second plan.

Le politologue Vincent de Coorsbyter a affirmé récemment au micro de La Première que la Chine était "le pays le plus totalitaire et le plus dangereux sur la planète". Le rejoignez-vous? Je dirais que la Chine est certainement l'un des pays les plus totalitaires de la planète. Est-ce qu'il est dangereux? Il peut l'être si on ne réagit pas sévèrement à chaque violation par la Chine de conventions ou de chartes internationales qu'elle a signées.

Mais que faire, comment réagir face à la Chine? Ne dit-on pas que l'économie est la meilleure des diplomates?

Exactement. C'est en imposant une certaine pression économique que la Chine a fait signer une cinquantaine de pays en faveur de sa politique envers les Ouïgours. C'est donc avec la même "arme" que nous devrions retourner, et prendre des mesures de rétorsion économique. C'est d'ailleurs ce que les États-Unis ont fait en interdisant l'entrée sur son territoire à 18 officiels, et à une vingtaine de compagnies chinoises. Cette mesure aura des impacts sur le commerce et les relations diplomatiques. On peut donc tout à fait imaginer qu'imposer une pression similaire sur la Chine, en lui montrant qu'il existe une réaction mondiale qui dépasse la symbolique et le discours, peut avoir de sérieuses conséquences sur l'économie chinoise.

Entretien: Louise Vanderkelen

“ Si affirmer ses valeurs dictatoriales, cela donne au moins de l'espoir aux opprimés et montre que l'on n'est pas dupe des dangers encourus.”

Thierry Wolton, essayiste
Dans une tribune au Monde à l'occasion du voyage d'Emmanuel Macron en Chine.

